



TOUTES LES ORGANISATIONS SYNDICALES DE LA FONCTION PUBLIQUE APPELLENT A LA MOBILISATION LE 19 MARS 2024 POUR LA DEFENSE DES SERVICE PUBLICS POUR UNE REVALORISATION SALARIALE

Vous les fréquentez quotidiennement, sans eux votre vie serait plus difficile.

Ce sont les 5,67 millions d'agents de la Fonction publique hospitalière, territoriale et de l'Etat.

Si les services publics existent sous différentes formes dans le monde, leur développement ainsi que le statut public des agents sont une spécificité française. Leur présence ne doit rien au hasard, elle résulte d'une volonté ou non de développer des missions au service des populations. Ils contribuent par leur présence à l'intérêt général, à un meilleur niveau de vie et à un partage des richesses plus équitable.

Demain, ils pourraient disparaître !

Les différentes lois des dernières décennies ont toutes visé à restreindre les moyens financiers des services publics. Outre des économies pour l'État, l'objectif est de privatiser ou d'externaliser par le biais de délégation de services. L'expérience prouve que dans ces cas les prestations sont de moins bonne qualité et plus chères. Elles deviennent même parfois inaccessibles pour une partie de la population.

Alors que le taux d'inflation participe à la perte de pouvoir d'achat et à la paupérisation d'un nombre toujours plus conséquent d'agents publics, les organisations syndicales constatent et condamnent l'absence de toute perspective de mesures générales d'augmentation des rémunérations dans la Fonction publique.

Loin de répondre sur la question des

rémunérations et des conditions de travail, le président de la République a réaffirmé la mise en perspective d'une loi pour la Fonction publique visant selon lui à mieux reconnaître le « mérite ».



Quelques semaines plus tard, il ajoute un plan de 10 milliards d'économies pour les ministères et les agents qui mettent en œuvre les politiques publiques.

Les organisations syndicales dénoncent ces décisions, tant sur le fond que sur la forme. Les agents ne sont pas dans l'attente du « mérite » mais d'une rémunération qui leur permette de vivre dignement de leur travail et qui soit prise en compte pour le calcul de leurs pensions.

Ils sont aussi dans l'attente de moyens pour accomplir leurs missions dans de bonnes conditions, dans l'intérêt des usagers.

Pour mettre un terme à la spirale de stigmatisation et de dévalorisation de l'ensemble des personnels de la Fonction publique et refuser de subir une année blanche en matière salariale, les organisations syndicales ont décidé :

Une journée de mobilisation

**le 19 mars 2024
14h gare Nice Ville**

**Quand tout sera privé,
on sera privé de tout !
Soutenir les luttes
de vos agents publics,
c'est défendre votre qualité de vie !**